



Déclaration de Résistance Sociale

19 octobre 2025

ENSEMBLE, IMPOSONS UN AUTRE PLFSS !

Le PLFSS 2026 – 2029 de Bayrou (projet de loi de financement de la Sécurité sociale), repris pour l'essentiel par Lecornu, est d'une violence jamais vue.

La Sécurité sociale, les dépenses de santé, retraites, allocations familiales, ...sont appelées à « *redresser les finances publiques* » (Bayrou/ PLFSS).

Le PLFSS s'inscrit dans un plan de réduction des déficits de 120 milliards d'ici 2029, dont 14 Md de réduction des dépenses de Sécurité sociale et services publics dès 2026.

Contradictoirement il y a « un pognon de dingue » pour d'autres budgets :

Aides aux entreprises (plus de 200 Md par an, 7 points de PIB), augmentation brutale des dépenses militaires réclamée par Trump (+ 6,6 Md en 2026, vers 100 Md par an), plus de 90 Md de baisses d'impôts et cotisations sociales depuis 10 ans, prélèvement de l'Union européenne (+6,7 Md en 2026)...

Le résultat de la politique de l'offre menée depuis 10 ans c'est la désindustrialisation, l'augmentation de la dette, dont les intérêts flambent : vers 100 Md par an en 2030. Un objectif est atteint : **les dividendes se portent bien** (jusqu'à la prochaine crise), **mais la France est tombée 24^{ème} en PIB / habitant** (FMI).

Les dépenses de la Sécurité sociale doivent augmenter nettement plus vite que l'inflation :

- **La population française augmente.**
- **L'espérance de vie a augmenté, donc il faut davantage de dépenses de santé** (maladies chroniques, autonomie, ...). **Il y a 17 millions de retraités...**
- **Les innovations thérapeutiques sont onéreuses.**
- **La financiarisation augmente les couts et freine l'égalité d'accès aux soins.**
- **Les effets secondaires de mesures d'économie :** lorsqu'on supprime un hôpital de proximité on augmente les couts de transport sanitaire. Lorsqu'on reporte l'âge de la retraite, il y a davantage d'arrêts maladie de longue durée, ...

L'augmentation naturelle des dépenses de santé est estimée à 4,6 % par an. Il faudrait même davantage comme rattrapage. **Lecornu ne prévoit que 1,6 %** (ONDAM, Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie). **C'est un rationnement des soins.**

Les pensions de retraite sont en moyenne de l'ordre du SMIC. Ils osent vouloir les baisser !

Multiplication des mesures qui impactent la vie quotidienne de toutes les générations :

Santé : 7,5 milliards d'économies en 2026. Si on ne les arrête pas, ce n'est qu'un début : la CNAM prévoit 22 Md d'économies structurelles d'ici 2030.

Doublément et extension des franchises (2,3 Md), offensive contre les ALD (maladies chroniques), les transports sanitaires, pression sur les médecins (arrêts de travail...), sur l'AME, gel des prestations sociales (APL, RSA, ...), rabot des allocations familiales, taxe de 2,05 % (1 Md) sur les complémentaires (qui ont déjà augmenté de 40 % en 7 ans) ...

La CNAM travaille sur l'importation depuis les USA de leur modèle de chirurgie « hors bloc » donc sans bloc, sans lits, dans des locaux libéraux, au détriment de l'hôpital public.

L'augmentation du budget autonomie ne permet pas, et de loin, de faire face aux besoins correspondant au pic du « baby-boom ».

Retraites et retraités.es

Gel des pensions en 2026, revalorisation inférieure à l'inflation jusqu'en 2030 minimum, pareil pour l'Agirc-Arrco (retraite à points), **remplacement de l'abattement de 10 %** par un abattement forfaitaire de 20 000 €, donc un nivellement par le bas.

Même le modeste report de la réforme de 2023 est incertain puisque c'est un amendement qui dépend non seulement du vote de l'Assemblée nationale mais ensuite du vote du PLFSS, actuellement un « musée des horreurs ».

64 ans ça ne leur suffit pas, il y a beaucoup de « tronçonneurs » en France.

Lecornu veut réactiver le conclave, rebaptisé conférence, mais en pire : **nouvelles exonérations massives de cotisations sociales, retraite à points, capitalisation**, forment un tout rejeté par une immense majorité des salarié.es, de la population

Suppression de 3000 fonctionnaires, notamment dans l'enseignement, gel du point d'indice.

Augmentation des impôts et contributions (CSG...) des contribuables, mais nouvelle baisse pérenne pour les entreprises (CVAE)

POUR UN PLFSS QUI CORRESPONDE AUX BESOINS, et c'est POSSIBLE !

La question centrale des salaires.

- Le déficit 2025 s'explique en partie par des salaires plus faibles que prévu. 2026 s'annonce encore pire. Exemple la BNP : pas d'augmentation générale, juste un coup de pouce à la prime Macron, défiscalisée et désocialisée, soit 0 pour la Sécu.
- **La masse salariale du privé, dont les cotisations, est de l'ordre de 1100 Md. Elle doit augmenter.** L'inflation ces dernières années -qu'on a tant reprochée aux retraités – a entraîné un effet d'aubaine de 20 milliards parfaitement injustifié. On peut lutter plus énergiquement contre la fraude (à 80 % les professionnels se santé). Il est inacceptable de se donner 2050 comme objectif pour l'égalité salariale femmes – hommes, ...

Oui, il faut travailler plus pour générer davantage de cotisations, de ressources fiscales.

6,5 millions d'inscrits à France Travail veulent travailler ou travailler plus. Nul besoin de mettre l'âge minimum de la retraite à 64, 67, 70 ans, voire plus avec le contrat senior.

Il faut une autre politique, qui relance l'industrie, les investissements utiles, la consommation, qui donne confiance dans l'avenir. C'est l'orientation qui doit être donnée aux budgets.